

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 08/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DALOREC

ZI Les Florides
Quartier Billard - RN 368
13700 Marignane

Références : D-1152-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006404360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement DALOREC implanté Montée des Pins - ZI Nord 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALOREC
- Montée des Pins - ZI Nord 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006404360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DALOREC exploite un centre de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux, une installation de broyage de bois ainsi que la collecte de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Mise en œuvre du Plan de Défense Incendie,
- Transfert transfrontalier de déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Traçabilité des déchets – Registre entrant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Traçabilité des déchets – Registre sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Procédure d'information des déchets exportés	Règlement européen du 14/06/2006, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
7	Procédure de notification des déchets exportés	Règlement européen du 14/06/2006, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Plan de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I	Demande d'action corrective	1 mois
10	Bassins de collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, articles 4.3.2.3 et 4.3.11	Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours ; 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets – Registre chronologique	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectifs :

- de vérifier le respect de la réglementation en matière de transfert transfrontalier de déchets (TTD),
- de faire un point sur la situation administrative du site suite au dépôt d'un porter à connaissance.

Elle a mis en évidence des écarts réglementaires (nature de l'apporteur des déchets, complétude des contrats et annexes VII liés au TTD, rupture de traçabilité, certificat de valorisation, plan de défense incendie) pour lesquels une action rapide de l'exploitant peut être mise en œuvre. Ainsi, pour ces constats, une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant.

Concernant l'indisponibilité du bassin de collecte des eaux, les services de l'Inspection proposent à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône :

- d'imposer à la société DALOREC la mise en place de mesures conservatoires (dispositif temporaire de collecte des eaux) jusqu'à la remise en service du bassin ;
- de mettre en demeure l'exploitant de remettre en service son bassin de collecte des eaux conformément aux prescriptions prévues par les articles 4.3.2.3 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2015.

L'exploitant doit également mettre à jour son dossier porter à connaissance au regard de la rubrique 4734 et de ses demandes formulées à l'Inspection par courrier en septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Vérification
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1 , de l'article L. 123-19 , fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 .
Constats : La visite d'inspection a permis de faire le point sur les modifications présentes dans le porter à connaissance reçu en 2020 et la demande de modifications formulée par courrier en septembre 2022. Concernant le GNR, l'exploitant a confirmé qu'il s'agit bien de gazole non routier. La quantité est exprimée en litre, dans le dossier. Or, la rubrique 4734 est, elle, exprimée en tonne.

Concernant les demandes issues du courrier de septembre 2022, leur nature nécessite la mise à jour du dépôt d'un porter à connaissance (nouvelles activités ; modifications de prescriptions), comme indiqué dans le courriel des services de l'Inspection en date du 24 février 2023.
Enfin, il a été constaté que les modifications portées par le PAC sont en service et cohérentes avec le dossier. Toutefois, lors de la visite terrain, une partie de la ligne de tri ne fonctionnait pas (tapis en sortie de tri des métaux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour son porter à connaissance pour intégrer ses demandes de septembre 2022, joint la fiche de données de sécurité du GNR employé sur site et corrige la capacité associée à la rubrique 4734. L'exploitant précise les délais de remise en service du tapis de la ligne de tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets – Registre chronologique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Tenue d'un registre chronologique
Prescription contrôlée : (...) Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets – Registre entrant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants. Les informations concernant le transporteur (SIRET, adresse) sont disponibles sur un registre séparé.

L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier si l'apporteur du déchet entrant est le producteur initial ou un intermédiaire (artisan...).

Ainsi, le registre est incomplet au regard du point c), à l'exception du dernier alinéa.

Par ailleurs, dans le registre des déchets entrants, il apparaît dans la nature des déchets, la dénomination "BOISDAT". L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une appellation historique pour caractériser le bois transporté par la société DATRANS (appartenant au groupe DADDI au même titre que la société DALOREC).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit être en mesure de justifier l'origine du déchet (producteur initial) entrant sur son installation. Le registre des déchets entrants doit être complété en ce sens sur la période consultée (depuis début 2024).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traçabilité des déchets – Registre sortant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est

<p>expédié ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'un registre des déchets sortants. Les informations concernant le transporteur (SIRET, adresse) sont disponibles sur un registre séparé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que, lorsque les déchets entrent sur site, ils sont triés et entreposés dans l'aire adaptée à la nature du déchet après avoir été broyés (bois) ou triés (autres déchets). Ils sont ensuite expédiés par nature de déchets. Cela constitue donc une rupture de traçabilité telle que décrite à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Or, l'exploitant n'est pas autorisé à effectuer cette rupture de traçabilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déposer une demande argumentée de rupture de traçabilité conformément à l'article L.541-7 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Transfert transfrontalier de déchets

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Classification des déchets exportés – procédure applicable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants:</p> <p>a)s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés: tous les déchets;</p> <p>b)s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés:</p> <p>i)les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle;</p> <p>ii)les déchets figurant à l'annexe IV A;</p> <p>iii)les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A;</p> <p>iv)les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.</p> <p>2. Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes:</p> <p>a)les déchets figurant à l'annexe III ou III B;</p>

b)les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.
Constats : L'exploitant procède à des transferts transfrontaliers de déchets, essentiellement du bois. Lors de la visite d'inspection, des dossiers ont été sélectionnés par sondage à partir du registre des déchets sortants (298315, 299447, 304253, 312266, 314508, 321585, 324 398, 332088). Le bois exporté étant valorisable, la société DALOREC a mis en œuvre les procédures de notification et d'information. Dans les documents consultés, le code de classement utilisé (AC170) est cohérent avec la nature du déchet de bois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour un même type de déchet exporté, l'exploitant justifie de la mise en œuvre des deux procédures de transfert transfrontalier (information et notification).
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Procédure d'information des déchets exportés

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 18
Thème(s) : Autre, Informations accompagnant le transfert transfrontalier de déchets
Prescription contrôlée : Déchets devant être accompagnés de certaines informations 1. Les déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4, destinés à être transférés sont soumis aux exigences de procédure suivantes: a) Afin de faciliter le suivi des transferts de ces déchets, la personne relevant de la compétence du pays d'expédition qui organise le transfert veille à ce que les déchets soient accompagnés du document figurant à l'annexe VII. b) Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question. 2. Le contrat visé à l'annexe VII conclu entre la personne qui organise le transfert et le destinataire concernant la valorisation des déchets doit être effectif dès le début du transfert et prévoit, lorsque le transfert de déchets ou leur valorisation ne peut pas être mené à son terme comme prévu ou a été effectué de manière illégale, l'obligation pour la personne qui organise le transfert ou, lorsque cette personne n'est pas en mesure de mener le transfert des déchets ou leur valorisation à son terme (par exemple, est insolvable), pour le destinataire, de: a) reprendre les déchets ou d'assurer leur valorisation par d'autres moyens; et b) prévoir, si nécessaire, leur stockage dans l'intervalle.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"> des mouvements de TTD avec KRONOSPAN, pendant la période de validité de la notification PNTTD avec le destinataire espagnol PINA ; l'exploitant indique que le destinataire PINA n'était pas en capacité de supporter le volume porté par la société DALOREC dans le cadre de la procédure de notification ;

<ul style="list-style-type: none"> • la présence de l'annexe VII complète et les contrats pour les dossiers KRONOSPAN n°324398, CONTAINERS DEL BERGUEDA (n° 314508) - cartons ; • l'absence d'information relative au transporteur dans l'annexe VII des dossiers KRONOSPAN n°332088, 321585 ; • l'absence de date de réception par le destinataire KRONOSPAN (dossiers n°312266, 304253) ; • l'absence de transporteur et de réception par la société FINANCIERA MADERERA (annexe VII du dossier n°299447) ; • l'absence d'annexe VII pour le dossier n°298315.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit les annexes VII dûment complétées des dossiers consultés, conformes au règlement de transfert transfrontalier de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Procédure de notification des déchets exportés

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 16
Thème(s) : Autre, Obligations à respecter pour chaque transfert transfrontalier de déchets
Prescription contrôlée : Une fois que les autorités compétentes concernées ont consenti à un transfert notifié, toutes les entreprises concernées remplissent le document de mouvement ou, en cas de notification générale, les documents de mouvement, aux points indiqués, le ou les signent et en conservent une ou des copies. Les exigences ci-après doivent être respectées : <ol style="list-style-type: none"> 1. Établissement du document de mouvement par le notifiant : dès que le notifiant a reçu le consentement des autorités compétentes d'expédition, de destination et de transit, ou que le consentement tacite peut être réputé acquis pour ce qui est de l'autorité compétente de transit, le notifiant insère la date effective du transfert et remplit les points restants du document de mouvement dans la mesure du possible. 2. Informations préalables concernant la date effective de début du transfert: le notifiant envoie aux autorités compétentes concernées et au destinataire, trois jours ouvrables avant le début du transfert au plus tard, une copie du document de mouvement ainsi rempli conformément au point a). 3. Documents accompagnant chaque transport: le notifiant conserve une copie du document de mouvement. Chaque transport est accompagné du document de mouvement et de copies du document de notification contenant les consentements écrits des autorités compétentes concernées et les conditions établies par elles. L'installation qui reçoit les déchets conserve le document de mouvement. 4. Confirmation écrite de la réception des déchets par l'installation: dans les trois jours de la réception des déchets, l'installation confirme cette réception par écrit. Cette confirmation figure dans le document de mouvement ou y est annexée. L'installation adresse au notifiant et aux autorités compétentes concernées une copie signée du document de mouvement contenant cette confirmation.

<p>5. Certificat de valorisation ou d'élimination non intermédiaire établi par l'installation: le plus rapidement possible, mais au plus tard trente jours après la fin de l'opération non intermédiaire de valorisation ou d'élimination, et au plus tard une année civile, ou un délai plus court en application de l'article 9, paragraphe 7, après la réception des déchets, l'installation procédant à l'opération certifiée, sous sa responsabilité, que la valorisation ou l'élimination a été achevée. Ce certificat figure dans le document de mouvement ou y est annexé. L'installation adresse au notifiant et aux autorités compétentes concernées une copie du document de mouvement contenant cette certification.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant disposait d'une décision de consentement établie par le PNTTD, avec pour destinataire, la société PINA (Espagne). Cette décision a échu le 30 juin 2024.</p> <p>Une nouvelle demande est en cours d'instruction. L'exploitant a changé de destinataire. Il a indiqué que la société PINA n'était pas en capacité de suivre le rythme des apports.</p> <p>En attendant cette nouvelle décision, les déchets de bois sont entreposés sur site.</p> <p>L'exploitant a présenté les annexes I-A et I-B établies dans le cadre de la décision de consentement avec la société PINA. Les cadres relevant du destinataire ne sont pas signés. De plus, l'exploitant se place en qualité de producteur.</p> <p>Concernant le certificat de valorisation, l'exploitant ne l'a pas encore reçu de la société espagnole. Le délai n'était pas échu au moment de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant d'être vigilant sur la quantité de bois entreposée et de respecter le volume maximal autorisé sur site.</p> <p>Concernant les déclarations de mouvement, l'exploitant transmet les annexes I-A et I-B dûment complétées. Il transmet le certificat de valorisation correspondant à la décision de consentement établie par le PNTTD et justifie de la notification au PNTTD.</p> <p>De plus, il justifie la raison pour laquelle il se place en producteur de déchets (cf annexes I-A et I-B).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Autre, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant utilisait l'outil Trackdéchets. Des bordereaux de suivi de déchets dangereux ont été sélectionnés par sondage et analysés (BSD-20240313-1R10D3QVT, BSD-20240313-6WNPESZ1, BSD-20240416-2AAV530BT, BSD-20240429-9VAEC0YCS et BSD-20240606-6JRE627TQ).

Le bordereau BSD-20240429-9VAEC0YCS a été établi pour un déchet non dangereux (DIB souillés - 01 04 09).

Les autres bordereaux ont été effectués pour des déchets dangereux. Or, le tableau des déchets sortants n'indique aucune sortie de ces déchets relevant des codes 12 01 16* et 15 02 02*.

Le bordereau BSD-20240606-6JRE627TQ a fait l'objet d'un refus.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie de l'issue des déchets dangereux relevant des codes 12 01 16* et 15 02 02* ainsi que le motif du refus concernant le bordereau BSD-20240606-6JRE627TQ.</p> <p>Il est également rappelé à l'exploitant que la saisie dans Trackdéchets concernant uniquement les déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Plan de défense Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Prescription en vigueur depuis le 1er juillet 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Plan de défense contre l'incendie. »</p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <p>« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <p>« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</p> <p>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <p>« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <p>« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <p>« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</p> <p>« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</p> <p>« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <p>« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</p>

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter son plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cette disposition étant entrée en vigueur le 1er juillet 2024, l'exploitant met en place et transmet à l'Inspection son plan de défense incendie. De plus, il prévoit que son PDI intègre les modifications en cours sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Bassins de collecte des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, articles 4.3.2.3 et 4.3.11
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de l'ouvrage
Prescription contrôlée : Article 4.3.2.3. Bassins de collecte Les eaux susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement, eaux d'extinction incendie) transitent par un premier bassin muni d'un dispositif de débourbeur/déshuileur de 3,5 m ³ doté d'une paroi siphonide avant de rejoindre un second bassin à vocation d'écrtage de 535 m ³ . Article 4.3.11. Eaux d'extinction incendie Le site est conçu de manière à contenir les eaux d'extinction incendie. Les eaux d'extinction incendie sont collectées dans le bassin de 535 m ³ , mentionné à l'article 4.3.2.3. Ce bassin dispose d'un système d'obturation automatique maintenu en position fermée (à l'exception des phases d'évacuation des eaux de ruissellement traitées par le séparateur d'hydrocarbures).
Constats : Lors de la visite terrain, l'exploitant a informé les services de l'Inspection que le bassin de collecte des eaux d'incendie de 535 m ³ était endommagé. La bâche imperméable s'est déchirée. Il a également indiqué rencontrer des difficultés pour identifier les corps de métiers compétents. Il a montré la mesure compensatoire mise en œuvre : les eaux de ruissellement sont détournées du bassin et connectées directement au séparateur à hydrocarbures. L'exploitant ne dispose donc plus d'une capacité de rétention des eaux d'incendie. De plus, la configuration des installations ne correspond pas aux prescriptions figurant à l'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2015. En effet, le séparateur est situé en sortie du bassin de 535 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'attente de la remise en état du bassin existant de collecte des eaux incendie, l'exploitant met en place un dispositif permettant de collecter les eaux en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours (dispositif de collecte temporaire) ; 3 mois (réparation du bassin)